



PROSPECTUS

(établi en application des articles 211-1 à 216-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

mis à la disposition du public à l'occasion
de l'Admission de

TITRES SUBORDONNES REMBOURSABLES A TAUX FIXE

Décembre 2006 / Décembre 2016
garantis par Crédit Agricole S.A.

(code valeur : FR0010413633)

Le Titre Subordonné Remboursable se distingue de l'obligation en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

Ce prospectus est composé :

- *du document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D 05-0233 pour les comptes 2004,*
- *du document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188, ainsi que ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01, le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-188-A02, le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-188-A03 , le 24 novembre 2006 sous le numéro D.06-188-A04, le 21 décembre 2006 sous le numéro D.06-188-A05*
- *du prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 05-576 en date du 21 juin 2005 pour les comptes 2004*
- *du prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 06-383 en date du 27 octobre 2006*
- *du résumé du prospectus*
- *et de la présente note d'opération.*

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 29 décembre 2006

AMF



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 06-486 en date du 22 décembre 2006 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié "*si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes*". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, auprès de :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.
Il est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org

SOMMAIRE

	<i>Facteurs de Risques</i>	<i>page 3</i>
	<i>Résumé du prospectus</i>	<i>page 6</i>
CHAPITRE I	Responsables du prospectus Responsables du contrôle des comptes	pages 20 & 21
CHAPITRE II	Renseignements concernant l'émission	page 23
PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR		page 30
DEUXIEME PARTIE : LE GARANT		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant le Garant et son capital	page 32
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité du Garant	page 32
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats du Garant	page 32
CHAPITRE VI	Gouvernance d'entreprise et contrôle interne	page 33
CHAPITRE VII	Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir	page 33
	Mentions légales, coupon-réponse	

FACTEURS DE RISQUES

L'Emetteur considère que les facteurs ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire ; l'Emetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux titres subordonnés sont décrits ci-dessous.

L'Emetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les titres subordonnés, mais l'incapacité de l'Emetteur à payer tout montant au titre de ou en relation avec les titres subordonnés peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous. L'Emetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention de titres subordonnés sont exhaustifs. Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et parvenir à se faire leur propre opinion avant de prendre une décision d'investissement.

A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur

1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité :

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIAN et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

2) Dispositif de contrôle interne général :

- a. Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il Approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne.
- b. L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

3) La qualité de crédit de l' Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

B) Facteurs de risques liés au Garant

Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations :

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

La qualité de crédit du Garant

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables

1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

Titres Subordonnés Remboursables :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne.

Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source.

Changement de loi :

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus . Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

Absence de conseil juridique ou fiscal :

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

2) Risques de marché et autres facteurs de risque

Risques liés au marché en général :

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique , le risque de taux et le risque de crédit :

Le marché secondaire :

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur s'engage à racheter aux porteurs les Titres Subordonnés Remboursables et ce pendant toute leur durée de vie.

Considérations d'ordre juridique pouvant restreindre la possibilité de certains investissements :

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont sujettes à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, (1) il peut légalement acheter les Titres Subordonnés Remboursables (2), les Titres Subordonnés Remboursables peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunt et, (3) d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés Remboursables. Les institutions financières doivent consulter leurs conseils juridiques ou leurs autorités de tutelle afin de déterminer le traitement adéquat des Titres Subordonnés Remboursables en vertu de toute règle d'exigence en fonds propres ou règle similaires.

Risques liés aux taux d'intérêt :

Les Titres Subordonnés Remboursables porte intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

La baisse de notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables :

La notation de crédit de l'Emetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs :

Les investisseurs doivent avoir une connaissance et une expérience suffisantes du secteur financier et des affaires pour évaluer les avantages et les risques à investir dans une émission de Titres Subordonnés Remboursables donnée ainsi qu'une connaissance et un accès aux instruments d'analyse afin d'évaluer ces avantages et risques dans le contexte de leur situation financière. Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas appropriés pour des investisseurs qui ne sont pas familiers avec les titres subordonnés. Les investisseurs doivent également disposer de ressources financières suffisantes pour supporter les risques d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.



RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

ADMISSION de TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES A TAUX FIXE Décembre 2006 / Décembre 2016

*Visa de l'Autorité des marchés financiers n° 06-486 en date du 22 décembre 2006
Code valeur FR0010413633*

*Le présent résumé sera disponible aux heures habituelles de bureau, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) sur simple demande auprès du Garant :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.*

Responsables de l'information :

- de l'Emetteur: Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général de Radian
- du Garant : Monsieur Gilles de MARGERIE, Directeur Finances Groupe

« Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-42 du règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus ».

A - CONTENU ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION

1. Montant de l'émission :

395 000 000 euros représenté par 395 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal

2. Caractéristiques des titres émis :

2.1. **Prix d'émission** : 100 % soit 1 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la date de Règlement

2.2. Période de souscription

La souscription n'est pas ouverte au public, l'emprunt est entièrement pré-placé

2.3. **Date d'entrée en Jouissance** : 29 décembre 2006

2.4. **Date de Règlement** : 29 décembre 2006

2.5. Intérêt

2.5.1 **Taux d'intérêt annuel** : 4,346 % pendant 10 ans.

Les titres subordonnés remboursables rapporteront un intérêt de 4,346 % du nominal, soit 0,04346 par titre subordonné payable en une seule fois le 29 décembre de chaque année et pour la première fois le 29 décembre 2007

2.5.2 **Taux de rendement actuariel** : 4,346 % à la date de règlement.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition du Comité de Normalisation Obligatoire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.6. Amortissement, remboursement

Amortissement normal :

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 29 décembre 2016 par remboursement au pair ou, si ce jour n'est pas un Jour de Règlement TARGET, le Jour de Règlement TARGET suivant.

Amortissement anticipé :

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

Les titres subordonnés ainsi rachetés seront annulés.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à EURONEXT PARIS SA pour l'information du public et, pourra être obtenue auprès de l'Emetteur.

2.7. Durée et vie moyenne : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.8. Rang de créance - Maintien de l'emprunt à son rang

Subordination du capital :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts :

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang :

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.9. Garantie :

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement

des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce.. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

- 2.10. Notation :** Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.

En ce qui concerne le Garant les émissions de Crédit Agricole S.A. sont notées par les agences FitchRatings, Moody's, et Standard and Poor's.

Au 24 novembre, les notes attribuées respectivement par ces agences pour la dette à long terme étaient de AA (perspective stable), Aa2 (perspective stable), et AA- (perspective positive). Ces notes ont fait l'objet d'une confirmation à l'issue de l'annonce, le 11 octobre 2006, d'un réseau de 654 agences par Crédit Agricole S.A.

- 2.11. Mode de représentation des porteurs de titres :**

Faisant application de l'article L.228-46 du Code de Commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L.228-47 du dit Code, sont désignés :

Le représentant titulaire est :

Monsieur Pierre DESCAZEUX

demeurant : 18, rue François Boucher – 78000 VERSAILLES

Le représentant titulaire percevra une rémunération de 300 euros par an.

Le représentant suppléant est :

Madame Danielle NEDEY

demeurant : 21, rue Monge – 75005 PARIS

- 2.12. Le service financier** de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis) centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes.

Le service des titres subordonnés remboursables (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur.

- 2.13. Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige :** droit français.

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

B - ORGANISATION ET ACTIVITE DE L'EMETTEUR

- 1. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur, ses organes d'administration :**

Forme et Législation

Radian est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le nouveau code de commerce.

Elle a été créée le 20 novembre 1989 sous le nom de VALINTER IV. L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a changé la dénomination sociale de la Société en « RADIAN » et l'a dotée d'un capital de 5 000 000 de F.

Le 25 juin 2002, le capital détenu à hauteur de 99,99 % par la société SEGESPAR du Groupe Crédit Agricole S.A. a été cédé à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Objet social

Elle a pour objet de faciliter à moyen et long terme toutes opérations initiées par des entités affiliées à Crédit Agricole S.A., dont les émissions de bons ou emprunts subordonnés ou non, de nature obligataire, employés à la souscription de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Principaux actionnaires

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 41 au 30 juin 2006, sont représentées au sein du capital. 7 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), CRCAM du Midi (2 590 actions, soit 5,18 %) et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537 actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

Capital social

Le montant du capital social est de 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées.

Depuis le 18 juin 1999, la valeur nominale d'une action a été fixée à 15 euros.

3. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur :

Au cours de l'année 2006, la SA RADIANT poursuivra son rôle d'émetteur de titres subordonnés remboursables pour le compte des Caisses Régionales de Crédit Agricole, afin de leur permettre d'ajuster si besoin le niveau de leurs fonds propres. Au 2^{ème} semestre 2006, elle procédera ainsi à deux émissions, l'une classique souscrite dans le réseau des Caisses Régionales, l'autre dite privée souscrite auprès d'un investisseur institutionnel du Groupe Crédit Agricole.

Bilan de la S.A. RADIANT (aux 30 juin 2006, 31 décembre 2005 et 30 juin 2005)
(en milliers d'euros)

ACTIF	30/6/2006	31/12/2005	30/6/2005
Actif Immobilisé	2 418 697,2	2 410 456,9	2 321 889,6
Autres créances	46,0	346,6	
Valeurs mobilières de placement		12 311,1	2 238,9
Disponibilités	2 385,3	221,1	20,4
Actif Circulant	2 431,3	12 878,8	2 259,3
Primes remb. des obligations	901,1	1 051,1	1 200,4
TOTAL ACTIF	2 422 029,6	2 424 386,8	2 325 349,3

PASSIF	30/6/2006	31/12/2005	30/6/2005
Capital social	750,0	750,0	750,0
Réserves	941,6	941,6	941,6
Report à nouveau	143,0	150,3	150,3
Résultat de l'exercice	78,6	42,6	- 129,4
Capitaux Propres	1 913,2	1 884,5	1 712,5
Provisions Risques et Charges	392,3	392,3	392,3
Dettes	2 419 724,1	2 422 110,0	2 323 244,5
TOTAL PASSIF	2 422 029,6	2 424 386,8	2 325 349,3

Les chiffres clés

Compte de résultat résumé en milliers d'euros

	30/6/2006	31/12/2005	30/6/2005
Résultat d'exploitation	- 2 070,8	- 5 980,6	- 2 127,8
Résultat financier	2 153,7	6 115,8	2 047,7
Résultat exceptionnel	3,3	0,9	
Impôts sur les bénéfices	- 7,6	- 93,5	- 49,3
Bénéfice ou perte	78,6	42,6	- 129,4

C - ORGANISATION ET ACTIVITE DU GARANT

1. Renseignements de caractère général concernant le Garant :

Forme et Législation

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le Livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumise aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L 512-47 et suivants, ainsi qu'aux dispositions non abrogées du Livre V ancien du Code rural et de la loi n°88-50 du 18 janvier 1988 relative à la mutualisation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Antérieurement à l'Assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la Société était dénommée Caisse Nationale de Crédit Agricole, désignée en abrégé C.N.C.A.

La Société est issue de la transformation de l'établissement public industriel et commercial Caisse Nationale de Crédit Agricole après absorption du Fonds commun de garantie des Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel. Elle reste titulaire de l'ensemble des droits, obligations, garanties et sûretés de ces personnes morales avant leur transformation, elle exerce tous les droits afférents aux hypothèques consenties au profit de l'Etat.

Depuis l'admission de ses actions aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris, Crédit Agricole S.A. est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

Objet social

Crédit Agricole S.A. a pour mission de faciliter et promouvoir l'activité et le développement des Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel et de l'ensemble du groupe Crédit Agricole.

A cet effet :

- elle exerce la fonction de caisse centrale et assure l'unité financière du Groupe dans ses relations avec l'extérieur
- elle réalise, tant en France qu'à l'étranger, toutes opérations de banque, de finance, de crédit, de prise de participations de services d'investissement
- en qualité d'organe central du Crédit Agricole Mutuel, elle veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, à la cohésion du réseau du Crédit Agricole Mutuel, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent.

De façon générale elle effectue toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, de même que toutes prestations de service se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Principaux actionnaires

A la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe aucun autre actionnaire que la SAS Rue la Boétie détenant 5 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote.

Il n'existe actuellement aucun pacte d'actionnaires.

La composition du Conseil d'administration, qui attribue aux représentants de Caisses régionales de Crédit Agricole 62 % des postes d'administrateurs au sein du Conseil, résulte de la volonté de l'actionnaire majoritaire (la SAS Rue La Boétie) d'assurer une représentation significative aux Caisses régionales, reflétant la structure décentralisée du groupe Crédit Agricole.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 4 491 966 903 euros. Il est divisé en 1 497 322 301 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

L'Assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider de l'augmentation ou la réduction du capital, sur proposition du Conseil d'administration.

Forme des actions

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du titulaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et se transmettent par virement de compte à compte.

2. Renseignements concernant l'activité du garant :

Etabli à l'initiative du Président René Carron, le plan de développement de Crédit Agricole S.A. pour les années 2006 à 2008 a été approuvé par le Conseil d'administration du 5 décembre 2005 et présenté par Georges Pauget, Directeur Général, le 15 décembre. Fidèle à l'engagement d'une croissance durable et rentable pris lors de la cotation, le plan de développement 2006-2008 repose sur 4 leviers de création de valeur : la différenciation des marques Crédit Agricole et LCL, le projet industriel, l'accès à des réseaux de distribution hors de France, le développement des plates-formes produits.

a) Rôle de Crédit Agricole S.A. :

1) Organe central et de contrôle du groupe Crédit Agricole

- Application des textes législatifs ou réglementaires concernant le groupe,
- Agréments des dirigeants des Caisses Régionales et des projets de fusion,
- Contrôle bancaire aux côtés des autorités de tutelle (Banque de France),
- Contrôle des comptes (approbation comptable),
- Contrôle de gestion pour l'ensemble des entités du groupe.

2) Tête de réseau du groupe Crédit Agricole

- Pilotage des filiales centrales et du développement international,
- Gestion de la marque Crédit Agricole,
- Promotion et coordination de la politique commerciale nationale.
- Création de nouveaux produits
- Planification informatique nationale

3) Banque centrale du groupe Crédit Agricole

- Garante de l'unité financière du groupe,
- Gestion d'une partie du risque de transformation de l'épargne.

b) Bilan consolidé du Garant:

(en millions d'euros)

ACTIF	30/06/06	31/12/05
Caisse, banques centrales, CCP	6 968	6 721
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	399 699	339 535
Instruments dérivés de couverture	3 906	4 947
Actifs financiers disponibles à la vente	163 319	144 267
Prêts et créances sur les établissements de crédit	270 816	258 928
Prêts et créances sur la clientèle	206 402	187 586
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1 688	4 229
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	18 974	19 769
Actifs d'impôts courants	298	116
Actifs d'impôts différés	5 023	6 503
Comptes de régularisation et actifs divers	63 148	52 992
Participations dans les entreprises mises en équivalence	16 283	15 491
Immeubles de placement	3 308	3 278
Immobilisations corporelles	2 556	2 460
Immobilisations incorporelles	822	511
Ecart d'acquisition	14 440	14 110
TOTAL DE L'ACTIF	1 177 650	1 061 443

PASSIF	30/06/06	31/12/05
Banques centrales, CCP	382	484
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	270 647	243 432
Instruments dérivés de couverture	5 195	5 607
Dettes envers les établissements de crédit	134 389	114 494
Dettes envers la clientèle	323 321	318 365
Dettes représentées par un titre	136 368	98 123
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	796	2 569
Passifs d'impôts courants	891	780
Passifs d'impôts différés	4 166	5 822
Comptes de régularisation et passifs divers	63 832	48 838
Provisions techniques des contrats d'assurances	174 642	162 482
Provisions pour risques et charges	3 679	4 291
Dettes subordonnées	22 813	21 248
Capitaux propres		
Capitaux propres part du Groupe	32 338	30 682
Capital et réserves liées	17 519	17 520
Réserves consolidées	9 886	7 126
Gains ou pertes latents ou différés	2 264	2 145
Résultat de l'exercice	2 669	3 891
Intérêts minoritaires	4 181	4 226
TOTAL DU PASSIF	1 177 650	1 061 443

c) Les chiffres clés du groupe Crédit Agricole SA :

Compte de résultat résumé en millions d'euros	31 déc 2004*	31 déc 2005	30 juin 2006	30 sept 2006
Produit net bancaire	12 107	13 693	8 166	11 979
Résultat brut d'exploitation **	3 528	4 527	3 177	4 470
Coût du risque	(575)	(643)	(295)	(465)
Contribution des sociétés mises en équivalence	1 169	1 490	888	1 291
Coûts liés au rapprochement	(552)	(219)		
Résultat net	2 798	4 249	2 866	4 105
Résultat net part du Groupe	2 501	3 891	2 669	3 815

* : en IFRS y compris IAS 32-39 et IFRS 4

** : avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit Agricole S.A.

Résultats du 1^{er} semestre 2006 (par rapport au 1^{er} semestre 2005) :

Résultat brut d'exploitation :	3 177 millions d'euros (+42,4 %)
Résultat net part du Groupe :	2 669 millions d'euros (+43,1 %)
ROE après impôts annualisé :	19,0 %

Résultats des 9 premiers mois 2006 :

Résultat brut d'exploitation :	4 470 millions d'euros (+ 34,7 %)
Résultat net part du Groupe :	3 815 millions d'euros (+ 32,2 %)
ROE après impôts annualisé :	17,7 %

d) Résultats par pôle d'activité :

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les activités sont organisées en sept lignes métiers :

- Deux pour la Banque de proximité en France : le pôle Caisses Régionales et le pôle LCL ;
- La Banque de détail à l'international ;
- Les Services financiers spécialisés ;
- La Gestion d'actifs, les assurances et la banque privée ;
- La Banque de financement et d'investissement ;
- Et la gestion pour compte propre et divers

La progression des résultats est forte pour l'ensemble du Groupe ; au cours du premier semestre 2006, la contribution des 6 pôles métiers au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. s'accroît de près de 27% par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Sur les 9 premiers mois de 2006 (par rapport aux 9 premiers mois 2005), les 6 pôles métiers du groupe Crédit Agricole S.A. ont fortement accru (+ 23,6 %) leur contribution au résultat net part du Groupe, avec une hausse très marquée de la contribution des pôles gestion d'actifs, assurances et banque privée et banque de financement et d'investissement.

La rentabilité des métiers s'accroît fortement avec un ROE annualisé de 20,5 %.

Contribution des métiers au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)

	30/06/2005	30/06/2006	30/09/2006
Banque de proximité en France – Caisses Régionales	373	337	538
Banque de proximité en France - LCL	291	365	519
Banque de détail à l'international	229	262	410
Services financiers spécialisés	230	259	390
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	558	749	1 081
Banque de financement et d'investissement	603	923	1 304
Gestion pour compte propre et divers	(419)	(226)	(426)
TOTAL	1 865	2 669	3 815

1. Banque de proximité en France – Caisses Régionales de Crédit Agricole

Au cours du premier semestre 2006, la contribution des Caisses régionales au résultat net consolidé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 337 millions d'euros.

Sur la période, l'activité des Caisses régionales a été dynamisée sur les différents marchés par les campagnes de communication nationales.

Les encours de collecte bilan et hors bilan augmentent de 5,6 % sur un an pour s'établir à 461 milliards d'euros à fin juin 2006. Cette progression est liée aux performances de l'assurance-vie, des valeurs mobilières et de la collecte bancaire.

La forte croissance des activités de crédit ne se dément pas et les réalisations de prêts atteignent 32,8 milliards d'euros dont 18,3 milliards d'euros pour les crédits à l'habitat (+17,2 % par rapport au premier semestre 2005).

Le résultat brut d'exploitation des Caisses Régionales atteint 2 634 millions d'euros. Sa progression de 11,1 % par rapport au premier semestre 2005 résulte de deux facteurs favorables :

- une hausse de 6,9 % du produit net bancaire hors dividendes reçus de Crédit Agricole S.A.
- une progression moindre des charges d'exploitation (+3,9 %).

Au **3^{ème} trimestre 2006**, les Caisses régionales affichent un **résultat brut d'exploitation** (hors dividendes de Crédit Agricole S.A.) de 1 226 millions d'euros, en progression de 3,4 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2005 et de + 4,9 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2006. Cette performance résulte d'une hausse du produit net bancaire de 2,9 % et des charges d'exploitation contenues (+ 2,5 %) par rapport au 3^{ème} trimestre 2005.

2. Banque de proximité en France – LCL

Dans le réseau LCL, le lancement réussi de la nouvelle marque il y a un an et les campagnes publicitaires du second semestre 2005 et du début 2006 ont généré une nouvelle dynamique commerciale.

Les encours de collecte bilan et hors bilan enregistrent une progression de 6,2 % (contre 5,9 % au premier semestre 2005) pour atteindre 130 milliards d'euros.

Les encours de crédits progressent fortement (+16,2 %) à 58,4 milliards d'euros au 30 juin 2006 sous l'effet d'une production très soutenue dans l'ensemble des secteurs.

Le résultat brut d'exploitation augmente très fortement (+23,5 %) pour s'établir à 614 millions d'euros au premier semestre 2006.

Le résultat net du pôle s'établit à 380 millions d'euros sur le semestre, en croissance de 27,8 % par rapport à celui du premier semestre 2005, dégageant un ROE de 29,1 %.

Sur les 9 premiers mois de 2006, le **résultat brut d'exploitation** atteint 880 millions d'euros, en progression de 19,2 %, résultant de la bonne dynamique commerciale et de l'excellente maîtrise des frais de gestion.

La **charge du risque** reste à un niveau faible (33 points de base des encours pondérés).

Le **résultat net part du Groupe** (519 millions d'euros) affiche une hausse de 17,1 % par rapport à la période correspondante de 2005, conduisant à un **ROE** annualisé de 27,1 %.

3. Banque de détail à l'international

Le pôle Banque de détail à l'international se développe par croissance externe dans la ligne du plan de développement 2006-2008.

De fait, le premier semestre 2006 a été très actif en termes d'opérations de croissance externe dont notamment l'acquisition de l'Egyptian American Bank « EAB », le renforcement dans le capital du groupe Banco Espirito Santo au Portugal, l'annonce de l'acquisition d'Index Bank en Ukraine et le succès remporté début août par Crédit Agricole S.A. dans l'OPA sur Emporiki bank S.A. (avec 72 % du capital).

La forte croissance du RBE sur la période (+93,5 %) reflète l'acquisition de l'EAB ainsi que celle de la Banque Serbe Meridian Bank consolidée seulement depuis la fin de l'exercice 2005. Le résultat des sociétés mises en équivalence s'accroît de 12,8 % à 260 millions d'euros ; il recouvre essentiellement la contribution de Banca Intesa (234 millions d'euros, en hausse de 21,7 %). Le résultat net du pôle s'élève à 281 millions d'euros, en hausse de 16,9 % sur celui du premier semestre 2005, conduisant à un ROE de 22,4 %.

Sur les 9 premiers mois de l'année 2006, le **résultat net part du Groupe** du pôle Banque de détail à l'international (410 millions d'euros) s'améliore de 19,0 % par rapport à la période identique de 2005.

Le **ROE** annualisé du métier s'établit à 16,0 %

4. Services financiers spécialisés

Le pôle Services financiers spécialisés enregistre au cours du premier semestre 2006 une nouvelle progression.

La production de crédits à la consommation atteint 12 milliards d'euros sur le semestre, en hausse de 6,4 % sur celle du premier semestre 2005 ; 40 % de la production est réalisée à l'étranger.

En crédit – bail la production semestrielle ressort à 2,2 milliards d'euros en hausse de 6,3 % sur un an.

Dans un marché très concurrentiel, l'activité d'affacturage continue de progresser avec un chiffre d'affaires factoré de 16,3 milliards d'euros (+9,4 %).

Au total le pôle dégage un résultat brut d'exploitation de 624,4 millions d'euros en hausse de 10,6 % résultant d'un produit net bancaire en développement de 9,4 % à 1 309 millions d'euros et des charges d'exploitation en hausse plus limitée (+8,3 %).

Sur les 9 premiers mois de 2006, le **produit net bancaire** de l'ensemble du pôle progresse de 8,8 % par rapport à la période correspondante de 2005, à 1 955 millions d'euros. Avec des charges en augmentation de 7,8 % liées, notamment au développement des activités internationales de crédit à la consommation (Credium - ex CP Leasing - acquis en fin d'année 2005, développement et ouverture de nouveaux credit centers par Lukas...), le **résultat brut d'exploitation** affiche une croissance de 9,8 %, pour atteindre 931 millions d'euros.

Le **coût du risque** est bien maîtrisé, eu égard au fort développement de l'activité à l'international.

Le **résultat net part du Groupe** est en hausse de 43,9 % par rapport à la période comparable de 2005 pour s'établir à 390 millions d'euros.

Le ROE annualisé atteint 22,8 %.

5. Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Les métiers de Gestion d'actifs, d'assurances et de banque privée enregistrent aussi une vive progression de leur activité commerciale et de leurs résultats.

En gestion d'actifs, la dynamique de croissance des actifs sous gestion se poursuit au cours du semestre. A 520,4 milliards d'euros au 30 juin 2006, les encours sous gestion progressent de 31,5 % sur un an.

Dans le domaine de la Banque privée, le semestre est marqué par une activité commerciale élevée dans un contexte de marchés chahuté sur la fin de période. L'encours de fortune gérée s'accroît de 2,6 milliards d'euros sur le semestre et de 9,5 % sur un an (à périmètre constant).

L'assurance – vie enregistre une très forte activité dans un marché très actif. Le chiffre d'affaires s'élève à 13,6 milliards d'euros, en développement de plus de 39 % sur celui du premier semestre 2005 et les encours gérés du Groupe atteignent 153,8 milliards d'euros, en progression de 12,7 % sur un an.

Les assurances IARD connaissent aussi un premier semestre 2006 dynamique, avec plus de 550 000 nouveaux contrats souscrits auprès de Pacifica.

Le RBE du pôle ressort en progression de 28,6 % ; le résultat net atteint 761 millions d'euros, en hausse de 34,9 % par rapport au résultat du premier semestre 2005, et le rendement des fonds propres alloués s'établit à 22,5 %.

Sur les 9 premiers mois de 2006, le **résultat brut d'exploitation** du pôle s'inscrit en forte progression (+ 19,6 %) par rapport à la période correspondante de 2005, sous l'effet de la forte croissance du produit net bancaire (+ 18,8 %). Les charges d'exploitation progressent de 17,8 % ; elles supportent notamment l'intégration de Nextra et des filiales d'assurances portugaises, la croissance des effectifs et des charges informatiques et l'augmentation des impôts et taxes dans l'assurance.

Le **résultat net part du Groupe** du pôle atteint 1 081 millions d'euros, en hausse de + 25 % sur un an ; le ROE annualisé s'établit à 21,1 %.

6. Banque de financement et d'investissement

La banque de financement et d'investissement dégage un résultat net de 957 millions d'euros, en hausse de 50,3 % par rapport au résultat du premier semestre 2005.

Le produit net bancaire s'établit à 2 889 millions d'euros, en augmentation de 34,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2005. Le produit net bancaire de la Banque de financement atteint 1 086 millions d'euros, en hausse de 17,5 % sur un an ; il bénéficie notamment de la bonne orientation générale de l'activité au sein du réseau international de

Calyon. Par ailleurs, les financements structurés conservent une dynamique de croissance satisfaisante, notamment en trade finance, en financements télécom et immobiliers.–La banque de marchés et d'investissement poursuit également sa croissance confirmant sa capacité à générer des revenus très élevés dans une conjoncture globalement porteuse ; elle enregistre un PNB record de 1 803 millions d'euros (+46,8 % sur celui du 1^{er} semestre 2005).

La hausse des charges d'exploitation (+23,5 %) reste modérée eu égard au niveau d'activité et le résultat brut d'exploitation ressort à 1 206 millions d'euros, en hausse de 52,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2005.

La forte progression des résultats des sociétés mises en équivalence (+ 75 %) à 91 millions d'euros est portée par les résultats de la BSF.

Le résultat net du pôle ressort à 957 millions d'euros (+50,3 % par rapport au résultat du premier semestre 2005). La rentabilité des capitaux propres alloués au métier s'établit à 23,0 %.

Les résultats de la banque de financement et d'investissement continuent de progresser par rapport à 2005, confirmant un niveau d'activité solide de Calyon : + 40,1 % pour le **résultat net part du Groupe**, sur les 9 premiers mois et + 16,0 % pour le 3^{ème} trimestre 2006 comparé au 3^{ème} trimestre 2005. Les performances financières sur

les 9 premiers mois de 2006 continuent de marquer une progression rapide par rapport à 2005. A changes constants, le **produit net bancaire** est en hausse de 24,2 % en dépit d'une charge liée aux opérations de gestion de bilan de 80 millions d'euros. Les **charges**, qui intègrent des dépenses d'investissement informatique et de projets et des coûts salariaux en rapport avec l'accroissement des effectifs, sont en augmentation contenue de 17,6 %. En conséquence, le coefficient d'exploitation s'élève à 59,4 %, en amélioration de 3,6 points. Le **résultat brut d'exploitation** s'accroît de 35,5 %.

7. Gestion pour compte propre et divers

La contribution du pôle Gestion pour compte propre et divers au résultat du Groupe s'améliore sensiblement passant de - 312 millions d'euros au 1^{er} semestre 2005 à - 123 millions d'euros au 1^{er} semestre 2006 sous l'effet de l'activité soutenue de Crédit Agricole Private Equity (CAPE) en capital risque et de la hausse des revenus de la gestion financière.

Sur 9 mois, la contribution du pôle Gestion pour compte propre et divers au résultat du Groupe s'établit à - 426 millions d'euros contre - 547 millions d'euros sur la période correspondante de 2005. Les activités de Private Equity affichent une bonne performance, avec des revenus de 145 millions d'euros, deux fois plus élevés qu'en 2005. Le **résultat brut d'exploitation** de cette activité s'établit à 128 millions d'euros.

e) Gestion des risques dans le groupe Crédit Agricole S.A. : facteurs de risques, pilotage et exposition aux risques

1) Le contrôle interne

A la suite de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2006 des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, le premier semestre 2006 a été consacré au déploiement de la nouvelle organisation des fonctions de contrôle.

2) L'organisation de la conformité

La Direction de la Conformité s'est assurée de l'application opérationnelle du programme renforcé de contrôle de conformité, demandé par la Commission Bancaire et par la Réserve Fédérale des Etats –Unis, dans l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole S.A.

3) Le contrôle périodique

L'inspection générale assure le contrôle périodique du Groupe Crédit Agricole au travers des missions qu'elle mène et du pilotage de la ligne métier audit-inspection qui lui est hiérarchiquement rattachée.

4) Les risques et le contrôle permanent

- Organisation de la fonction « Risques et contrôle permanent » au sein du Groupe
- Le dispositif de surveillance des risques au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales
- Le Projet Bâle II
- L'évolution du périmètre de contrôle interne d'activité

- Le risque de crédit
 - Les grands risques de contrepartie*
 - La politique de provisionnement et la couverture des risques*
- Les risques de marchés
- La gestion du bilan
 - Le risque de taux d'intérêt global*
 - La Direction financière du groupe Crédit Agricole S.A. participe aux Comités actif-passif des filiales portant un risque de taux d'intérêt global significatif et assure l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du Groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ces entités. Elle consolide le risque de taux d'intérêt global de Crédit Agricole S.A. et de ces filiales.
 - Le risque de liquidité*
 - A fin juin 2006, le ratio de liquidité de Crédit Agricole S.A. s'élève à 114 % contre 104 % au 31 décembre 2005.
- Les risques opérationnels
- Les risques juridiques

D - RESUME DES FACTEURS DE RISQUES

A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur

1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIANT et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

2) Dispositif de contrôle interne général

- Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne
- L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

3) La qualité de crédit de l' Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

B) Facteurs de risques liés au Garant

1) Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

2) La qualité de crédit du Garant

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables

1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

Titres Subordonnés Remboursables

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne

Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source .

Changement de loi

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus . Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

Absence de conseil juridique ou fiscal :

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

2) Risques de marché et autres facteurs de risque

Risques liés au marché en général

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique, le risque de taux et le risque de crédit :

Le marché secondaire

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur s'engage à racheter aux porteurs les Titres Subordonnés Remboursables et ce pendant toute leur durée de vie.

Considérations d'ordre juridique pouvant restreindre la possibilité de certains investissements

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont sujettes à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils

juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, (1) il peut légalement acheter les Titres Subordonnés Remboursables (2), les Titres Subordonnés Remboursables peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunt et, (3) d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés Remboursables. Les institutions financières doivent consulter leurs conseils juridiques ou leurs autorités de tutelle afin de déterminer le traitement adéquat des Titres Subordonnés Remboursables en vertu de toute règle d'exigence en fonds propres ou règle similaires.

Risques liés aux taux d'intérêt

Les Titres Subordonnés Remboursables porte intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

La baisse de notation de crédit de l'Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables

La notation de crédit de l'Emetteur est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit de l' Emetteur peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs

Les investisseurs doivent avoir une connaissance et une expérience suffisantes du secteur financier et des affaires pour évaluer les avantages et les risques à investir dans une émission de Titres Subordonnés Remboursables donnée ainsi qu'une connaissance et un accès aux instruments d'analyse afin d'évaluer ces avantages et risques dans le contexte de leur situation financière. Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas appropriés pour des investisseurs qui ne sont pas familiers avec les titres subordonnés. Les investisseurs doivent également disposer de ressources financières suffisantes pour supporter les risques d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

E - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Documents accessibles au public

Les documents relatifs à la Société RADIAN et, en particulier, ses statuts, ses comptes, ses rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés au 91-93 boulevard Pasteur -75015 PARIS

CHAPITRE I

RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES

1. L'EMETTEUR

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Olivier NICOLAS, Directeur Général de la société RADIANT S.A.

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DE L'EMETTEUR

J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Directeur Général de RADIANT S.A

Olivier NICOLAS

2. LE GARANT

2.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Georges PAUGET, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

2.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DU GARANT

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Les informations financières historiques annuelles de l'exercice 2004 incorporées par référence dans le document de référence 2005 déposé le 30 mars 2006 sous le numéro D.06-0188 ont fait l'objet d'un rapport de certification sans réserve des contrôleurs légaux. Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée sur les comptes consolidés, les contrôleurs légaux ont attiré l'attention des actionnaires de Crédit Agricole S.A. sur les changements de méthodes intervenus au cours de l'exercice 2004. Ces observations figurent dans le document de référence déposé le 17 mars 2005 auprès de l'AMF sous le n°D.05-0233, en pages 170 et 171 ».

Le Directeur Général de Crédit Agricole s.A

Georges PAUGET

1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DE L'EMETTEUR

Sont désignés pour 6 ans par l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2002 :

Titulaire :

KPMG S.A 1, Cours Valmy-92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Société représentée par Monsieur Pascal BROUARD

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Paris

Suppléant :

Madame Francine MORELLI

1, Cours Valmy-92923 PARIS LA DEFENSE CEDEX

1.4. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DU GARANT

Titulaires

ERNST & YOUNG et Autres

Société représentée par Valérie MEEUS

41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex

Commissaires aux comptes membres de la
Compagnie régionale des Commissaires aux comptes
de Versailles

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Société représentée par Gérard HAUTEFEUILLE

63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaires aux comptes membres de la
Compagnie régionale des Commissaires aux
comptes de Versailles

Suppléants

Société Picarle et Associés

11, allée de l'Arche

92400 Courbevoie

Pierre COLL

63, rue de Villiers

92200 Neuilly-sur-Seine

Barbier Frinault et Autres a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaires par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. La société, représentée par Valérie Meeus, est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002. Elle a pris le nom de Ernst & Young et Autres depuis le 1^{er} juillet 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Gérard HAUTEFEUILLE, est membre du réseau PricewaterhouseCoopers

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée Générale mixte du 17 mai 2006.

Alain Grosmann avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société Picarle et Associés, domiciliée 11, allée de l'Arche à Courbevoie (92400), a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres, pour une durée de 6 exercices, par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

1.5. RESPONSABLES DE L'INFORMATION

de l'Emetteur : Olivier NICOLAS - Directeur Général de Radian

du Garant : Gilles de MARGERIE – Directeur Finances Groupe

CHAPITRE II

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION

2.1. CADRE DE L'EMISSION

2.1.1. Autorisations

Suite à la publication de l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme des valeurs mobilières, le Conseil d'Administration réuni le 20 septembre 2006 a décidé de procéder sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la création et à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations ou de bons, notamment de bons d'options, précision faite que ces obligations pourront être subordonnées ou non, remboursables à terme fixe ou, au plus tard, lors de la dissolution de la société, assorties ou non de bons et indexées sur tout type d'index ou de valeurs mobilières dans la limite d'un montant maximum de 1 500 000 000 euros.

Le Directeur Général, Monsieur Olivier NICOLAS a donc décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt d'un montant de 395 000 000 euros représenté par des titres subordonnés

2.1.2. Nombre, valeur nominale des titres, produit de l'émission

Le présent emprunt subordonné remboursable d'un montant nominal de 395 000 000 euros, est représenté par 395 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal.

Le produit brut minimum estimé de l'émission est de 395 000 000 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 28 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 394 972 000 euros.

2.1.3. Tranches internationales ou étrangères

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international ou un marché étranger.

2.1.4. Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

2.1.5/2.1.6. Période de souscription / Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions

La souscription n'est pas ouverte au public, l'emprunt est entièrement pré-placé

2.2. CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

2.2.0. Nature, forme et délivrance des titres émis

Les titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

Les titres subordonnés pourront revêtir la forme nominative ou au porteur au choix des détenteurs.

Ils seront obligatoirement inscrits en comptes tenus, selon les cas, par :

- Crédit Agricole S.A. mandaté par la Société RADIAN pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres au porteur.

Les titres subordonnés seront inscrits en compte le 29 décembre 2006.

Euroclear France assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes.

2.2.1. Prix d'émission

100 % soit 1 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la Date de Règlement.

2.2.2. Date de jouissance

29 décembre 2006.

2.2.3. Date de règlement

29 décembre 2006.

2.2.4. Taux nominal

4,346 %

2.2.5. Intérêt annuel

Les titres subordonnés rapporteront un intérêt annuel de 4,346 % du nominal, soit 0,04346 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 29 décembre de chaque année et pour la première fois le 29 décembre 2007.

Les intérêts des titres subordonnés cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

2.2.6. Amortissement normal

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 29 décembre 2016 par remboursement au pair.

Le capital sera prescrit dans un délai de 30 ans à compter de la mise en remboursement.

Amortissement anticipé

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

Les titres subordonnés ainsi rachetés sont annulés.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Emetteur ou de l'établissement chargé du service des titres.

2.2.7. Taux de rendement actuariel brut à la date de règlement

4,346 %.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition adoptée par le Comité de Normalisation Obligataire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.2.8. Durée et vie moyenne : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.2.9. Assimilations ultérieures

Au cas où l'Emetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres subordonnés jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

2.2.10. Rang de créance

Subordination du capital :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts :

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang :

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.2.11. Garantie

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce... Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.2.12. Prise ferme

La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par CALYON et Crédit Agricole S.A.

2.2.13. Notation

Cette émission ne fait pas l'objet d'une demande de notation

2.2.14. Représentation des porteurs de titres

Faisant application de l'article L 228-46 du Code de commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une Masse jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L 228-47 du Code de commerce sont désignés :

- a) Représentant titulaire de la Masse des porteurs de titres subordonnés :
Monsieur Pierre DESCAZEUX
demeurant : 18, rue François Boucher – 78000 VERSAILLES

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Emetteur, est de 300 euros par an; elle sera payable le 29 décembre de chaque année et pour la première fois le 29 décembre 2007.

- b) Représentant suppléant de la Masse des porteurs de titres subordonnés :
Madame Danielle NEDEY
demeurant : 21, rue Monge – 75005 PARIS

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle le représentant titulaire restant en fonction, l'Emetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à la société débitrice.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de 300 euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs de titres subordonnés.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs de titres subordonnés ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des titres subordonnés. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs de titres subordonnés, ces derniers seront réunis au siège social de l'Emetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le porteur de titres subordonnés a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Emetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures de titres subordonnés offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats le prévoient, les porteurs de titres subordonnés seront groupés en une Masse unique.

2.2.15. Régime fiscal

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres subordonnés seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de ce régime et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel.

1. - *Personnes physiques*

a) *Revenus*

En l'état actuel de la législation, les revenus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :

- soit pris en compte pour la détermination du revenu soumis :
 - . à l'impôt sur le revenu,
 - . à la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles 1600-O C et O E du Code Général des Impôts, ci-après CGI),
 - . au prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI),
 - . à la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G et 1600-O L du CGI),
- soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 16 % (article 125-A du CGI) libératoire de l'impôt sur le revenu auquel s'ajoutent :
 - . la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles 1600-O D et O E du CGI),
 - . le prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI),
 - . la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G du CGI).

b) *Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposables dès le premier euro, lorsque le montant annuel global des cessions des valeurs mobilières dépasse, par foyer fiscal, le seuil de 15 000 euros par an (article 150-0-A et suivants du CGI).

Les plus-values sont imposables au taux de 16 % (article 200-A 2 du C.G.I.) auquel s'ajoutent la contribution sociale généralisée de 8,2 % (article 1600-O C et O E du C.G.I.), le prélèvement social de 2,3 % (article 1600-O F bis du CGI), la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (article 1600-O G du CGI) soit au total au taux de 27 %.

2. - *Personnes morales (régime de droit commun)*

a) *Revenus*

Les revenus courus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) détenus par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

b) *Plus-values*

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont prises en compte pour la détermination de leur résultat imposable au taux de droit commun.

2.3. ADMISSION SUR EUROLIST, NEGOCIATION

2.3.1. Cotation

Les titres subordonnés feront l'objet d'une demande d'admission sur « Eurolist d' Euronext Paris ». Leur date de cotation prévue est le 29 décembre 2006 sous le numéro de code valeur FR0010413633.

2.3.2. Restriction à la libre négociabilité des titres

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des titres subordonnés.

2.3.3. Bourse de Cotation

Les titres subordonnés émis sur le marché français par l'Emetteur sont cotés à la Bourse de Paris. Leur cotation est publiée sur Eurolist.

2.3.4. Cotation de titres de même catégorie sur d'autres marchés : sans objet.

2.4. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2.4.1. Service financier

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis.....), centralisé par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'émetteur sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes titres..

Le service des titres subordonnés (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'Emetteur.

2.4.2. Tribunaux compétents en cas de contestation

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du nouveau Code de Procédure Civile.

2.4.3. Droit applicable

Les Titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française

2.4.4. But de l'émission

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires et sera utilisé par RADIANT à la souscription de titres de même nature émis par ces Caisses régionales. Les titres étant émis par des entités ayant statut d'établissement de crédit, ces émissions pourront également être intégrées dans les fonds propres surcomplémentaires au sens de la réglementation bancaire (article 3-3 du règlement n° 95-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière) si les établissements concernés respectent l'engagement suivant :

- ni le principal, ni les intérêts de ces émissions subordonnées ne peuvent être remboursés ou payés si ce remboursement ou paiement implique que les fonds propres de l'établissement cessent alors de respecter l'exigence globale définie à l'article 2-1 du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière n° 95-02.

L'émission de titres réalisée par RADIANT est couverte en tout état de cause par la garantie de Crédit Agricole S.A. selon les termes du point 2.2.11.

2.4.5 Informations de base

Il n'existe pas d'intérêt, y compris des intérêts conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission ou l'offre des Titres Subordonnés Remboursables.

PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR

Se reporter :

- au prospectus RADIANT ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 06-383 en date du 27 octobre 2006

DEUXIEME PARTIE : LE GARANT

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE GARANT ET SON CAPITAL

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 novembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A04
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 décembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A05

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 novembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A04
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 décembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A05

CHAPITRE V

PATRIMOINE - SITUATION FINANCIERE - RESULTATS DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D 05-0233 pour les comptes 2004,
- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 novembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A04
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 décembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A05

CHAPITRE VI

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONTROLE INTERNE

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 novembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A04
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 décembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A05

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D 06-0188
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 novembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A04
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 décembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A05

A découper et à adresser à :

✂-----

CRÉDIT AGRICOLE SA
Service des Publications
91/93 Boulevard Pasteur - 75015 - PARIS

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Désire recevoir :

- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro de dépôt D.05-0233 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 17 mars 2005 pour les comptes 2004
- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro de dépôt D 06-0188 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 30 mars 2006,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A01,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 mai 2006 sous le numéro D.06-0188-A02,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A03,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 24 novembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A04,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 21 décembre 2006 sous le numéro D.06-0188-A05,
- ☐ le prospectus RADIANT relatif à l'admission de Titres subordonnés remboursables ayant reçu le numéro de visa 05-576 en date du 21 juin 2005 pour les comptes 2004
- ☐ le prospectus RADIANT relatif à l'admission de Titres subordonnés remboursables ayant reçu le numéro de visa 06-383 en date du 27 octobre 2006

